

La baisse des cours du brut au Gabon

Miroir grossissant d'une crise structurelle de l'économie et de l'échec du politique

Benjamin AUGÉ

Le Gabon produit du pétrole depuis 1957, soit trois ans avant son indépendance. Il a depuis lors toujours compté parmi les États africains présentant le PIB par habitant le plus élevé, en raison de cette ressource et d'une population très limitée (500 000 habitants en 1960, moins de deux millions aujourd'hui). Ces deux éléments – production pétrolière significative et faible population – expliquent en partie la faible diversification de l'économie gabonaise et l'hypertrophie du secteur des hydrocarbures. Pourtant, il semble que les temps ont changé, car il n'est plus possible aujourd'hui de compter uniquement sur cette matière première pour maintenir le niveau de vie des Gabonais. Si le président Ali Bongo, candidat pour un second mandat lors des élections d'août 2016 et très probablement réélu, n'accélère pas sa politique de diversification, l'appauvrissement d'un nombre croissant de citoyens semble inévitable. Après un panorama de l'état du secteur pétrolier, actuellement sinistré au Gabon, nous montrerons qu'il sera difficile pour le pouvoir de compter sur celui-ci sur le long terme¹.

Une société rentière qui risque l'appauvrissement

L'année 1996 représente un tournant dans l'histoire économique du Gabon car elle représente le pic pétrolier, c'est-à-dire le moment à partir duquel la production a commencé à baisser graduellement chaque année. En 1996, le Gabon qui venait, une année plus tôt, de quitter l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), produisait 365 000 barils par jour². À l'époque, le 1,1 million d'habitants gagnait en moyenne 4 090 dollars³ par an. Les années qui ont suivi le pic pétrolier ont été marquées par la forte baisse du revenu moyen du fait d'une production en berne,

Benjamin Augé est Docteur en géographie de l'Institut français de géopolitiques et chercheur associé à l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-602-1

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2016.

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « La baisse des cours du brut au Gabon », *L'Afrique en questions*, n° 26, 12 juillet 2016.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Email : accueil@ifri.org

Site internet :
www.ifri.org

concomitante avec une baisse des cours du brut. En 2000, alors que le prix du baril était d'à peine plus de dix dollars, le revenu moyen au Gabon était de 3 090 dollars, soit 1 000 dollars de moins que quatre ans plus tôt. Cela aurait dû conduire le président Omar Bongo, au pouvoir depuis 1967, à tout faire pour diversifier son économie. En effet, le pays est quasi entièrement dépendant du secteur pétrolier qui représente près de 80 % des exportations, 60 % des recettes budgétaires et 40 % du PIB⁴, et les timides réformes engagées pour conduire à cette diversification n'ont pas encore payé notamment par l'effondrement des cours du baril qui a considérablement réduit les investissements productifs et par des ratés de mise en œuvre des grands projets. La diversification ne pourra que marginalement venir des autres produits d'exportations, composés majoritairement de minerais (principalement le manganèse) représentant 6,5 % du PIB et également dépendant des cours mondiaux. La dernière composante des exportations est le bois (4 % du PIB⁵). Le secteur agricole gabonais représente aujourd'hui seulement 3,4 % du PIB alors même que les conditions agro-climatiques sont très favorables⁶.

La période 2003 à 2013 a été trompeuse pour le Gabon, comme pour tous les autres pays producteurs de brut, en raison d'une hausse quasi continue des cours (à l'exception d'une courte baisse dans le deuxième semestre 2008). Le niveau de vie par habitant s'est considérablement accru durant ces années alors même que la production pétrolière ne cessait de stagner. Le niveau de richesse par habitant de 1997, a été dépassé dès 2004 avec 4 320 dollars par habitant, et ce alors même que la fin de la décennie 1990 a connu des cours particulièrement déprimés. Mais cela ne s'est pas arrêté là, les cours du brut ont permis de plus que doubler les revenus par habitants des citoyens gabonais en 2013, qui atteignaient 9 910 dollars par habitant. Cette décennie a masqué les faiblesses structurelles de l'économie gabonaise. La baisse des cours en 2014 a eu des conséquences immédiates, les Gabonais ne gagnant plus que 9 720 dollars en moyenne. Les chiffres de 2015 n'ont pas encore été communiqués par la Banque mondiale mais ils seront, selon toute vraisemblance, également en baisse par rapport à 2014. L'économie gabonaise est ainsi totalement dépendante du cours du pétrole, soumis à une grande volatilité. Sauf que, contrairement à certains autres pays producteurs, le Gabon n'a aucune raison objective de voir sa courbe de production repartir à la hausse, du fait de l'absence de

découvertes significatives ces dix dernières années. Aujourd'hui, la production est de 235 000 barils par jour⁷ ; on observe ainsi une baisse de 130 000 barils en 20 ans. Si cette production est relativement stable depuis 2004, elle pourrait cependant décliner en raison de l'arrivée à maturité de nombre de gisements. Il y a ainsi toutes les chances que les revenus pétroliers du Gabon continuent à se contracter dans les prochaines années.

Les conséquences de la crise des cours pétroliers depuis 2014 sont encore plus violentes au Gabon, et en particulier à Port Gentil, que dans beaucoup d'autres vieilles nations productrices. Port Gentil, poumon pétrolier du pays, a perdu quelque 2 000 emplois en deux ans⁸. Les salariés du secteur, opérateurs et sociétés de services directement rattachées, emploient désormais moins de 4 000 personnes. À Port Gentil, le nombre de sites pétroliers désaffectés est considérable et la ville est sinistrée (chômage et criminalité sont en hausse⁹). Cette situation pourrait durer davantage au Gabon que dans d'autres pays producteurs du fait de l'absence de découvertes récentes. Les bassins sédimentaires *onshore* et *offshore* peu profonds attirent bien moins les majors qui désinvestissent petit à petit. Shell a annoncé en avril 2016 son souhait de céder 700 millions de dollars d'actifs *onshore*¹⁰. Même stratégie de désengagement chez Total Gabon qui cède à l'État gabonais le gisement de Mboumba, trois ans avant la fin de son contrat ainsi que ses participations dans la raffinerie de Port Gentil, Sogara¹¹.

De ce fait, il est tout à fait plausible que la crise s'installe à Port Gentil et donc dans le pays tout entier. Les derniers forages au Gabon ont été terminés en juin 2016 par Shell et depuis, plus aucune campagne de forage n'est prévue jusqu'à la fin de l'année. Évidemment, toutes les zones de l'*offshore* gabonais n'ont pas été explorées convenablement, en particulier l'*offshore* profond dans lequel treize premiers permis ont été attribués en 2013 à des sociétés encore nouvelles au Gabon comme ExxonMobil, Impact, Elenilto, Repsol, Marathon, Cobalt ou encore Petronas, ou alors à certaines firmes déjà actives comme Perenco et Ophir. Sauf que le potentiel de ces permis mettra de nombreuses années à être convenablement mis en valeur. Tant qu'aucune de ces sociétés n'aura mis au jour de nouvelles réserves significatives, permettant d'envisager un développement avec cette grande profondeur marine, et avec un marché pétrolier très incertain¹², le secteur pétrolier gabonais restera en crise, tirant vers le

bas l'économie du pays dans son ensemble.

Une gouvernance du secteur pétrolier difficilement lisible sous la présidence d'Ali Bongo

Depuis l'arrivée d'Ali Bongo à la présidence en 2009, la stratégie de diversification de l'économie a été édictée notamment dans le « Plan stratégique Gabon émergent »¹³ avec le développement du « Gabon vert » (forêt, côte, agriculture), du « Gabon industriel » (mines, bois, énergie) ainsi que du « Gabon des Services » avec en ligne de mire 2025. Cependant, au vu de l'importance du pétrole dans l'économie du pays, ce document publié en juillet 2012 a aussi développé une stratégie pétrolière qui se manifeste notamment par un nouveau code des hydrocarbures. Sauf que ce dernier a mis longtemps à être mis en place. Votés en 2014 après de longs débats, les décrets et différents textes d'application ne seront rédigés et validés, dans la totalité, qu'à la mi-2016¹⁴, ralentissant considérablement la promotion de nouveaux blocs. Dans le document détaillant le « Gabon Émergent », la création d'une société d'État pétrolière, Gabon Oil Company (GOC), avait également été mentionnée. Cette dernière, ayant pour but de gérer les participations de l'État dans tous les gisements du pays et opérer elle-même des champs, a vu le jour dès 2011 avec la nomination d'un ex-cadre de Shell Serge Toulekima. Seulement, ce dernier a réussi à totalement décrédibiliser l'institution en dilapidant les fonds de son institution. Après avoir refusé maints audits et la tenue d'un conseil d'administration en 2015, Serge Toulekima a été écarté et la GOC a été mise sous administration à partir d'octobre 2015¹⁵. C'est désormais le conseiller du président Ali Bongo, Arnauld Engandji (également un ex-Shell) qui tient les rênes de la société d'État. Les raisons de la gestion négligente de Serge Toulekima ont été analysées lors d'un audit dont les conclusions ont été transmises aux dirigeants gabonais en décembre 2015. Seulement, ce rapport, contrairement à ce que les autorités avaient laissé entendre lors du lancement des travaux d'audit, ne sera jamais rendu public. Cela, afin d'éviter de mettre en difficulté le pouvoir, qui pouvait difficilement ne pas être au courant des agissements de l'équipe de Serge Toulekima.

Conclusion

Le Gabon a un potentiel très significatif en termes de ressources naturelles. Seulement la prépondérance du secteur pétrolier – qui nécessite peu de main-d'œuvre – et le manque de diversification économique font du Gabon un pays relativement riche par habitant mais également peu créateur d'emplois. Un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 30 % des jeunes de moins de 30 ans sont au chômage, alors même que le coût de la vie dans le pays est très élevé¹⁶. De plus, le train de vie de l'État est encore révélateur d'une époque pourtant révolue où les recettes pétrolières s'accroissaient. 6 % de la population est fonctionnaire au Gabon soit plus de 100 000 agents en 2015¹⁷ mais ce chiffre prend encore plus de relief lorsqu'on prend en compte la population active. Si l'on prend les chiffres de 2010, la population entre 20 et 60 ans est de 639 631¹⁸ ce qui fait que théoriquement 1 personne sur 6 travaille dans l'administration. Ce ratio n'est pas tenable à long terme. Si le nombre de fonctionnaires diminue depuis plusieurs années, il reste extrêmement élevé et coûtera à l'État en 2016 quelque 708 milliards de FCFA (soit près d'1,1 milliard d'euros). Or, les efforts du régime pour favoriser l'entrepreneuriat, notamment en créant un guichet unique pour la création d'entreprise, n'ont pas encore payé. Nos discussions avec des chefs d'entreprises gabonais dans le secteur pétrolier ou dans la construction, ainsi qu'avec les représentants des organismes patronaux montrent que la très grande majorité des hommes d'affaires ayant prospéré ont des relais politiques. Les hommes d'affaires indépendants ont toujours été suspects au Gabon. Ils peuvent devenir potentiellement des dangers pour le régime car leur indépendance financière est susceptible de les conduire à se lancer en politique. C'est pour cette raison que les rares chefs d'entreprise à avoir réussi ont pris des postes au gouvernement ou ont été contraints d'accepter la protection d'hommes puissants et proches du pouvoir afin de se mettre à l'abri de potentiels ennuis. Cette structure politique rentière ne favorise pas l'accès de la sous-traitance aux firmes gabonaises et a tendance à encore davantage donner les coudées franches aux firmes internationales. Cela freine ainsi la création et la survie de firmes locales dans le secteur pétrolier au Gabon, alors même que les compétences dans ce secteur y sont nombreuses.

1. Cet éditorial se nourrit d'un travail de terrain réalisé à Port Gentil et Libreville en avril 2016.

2. BP, *Statistical Review of World Energy*, 2010.

-
3. Banque Mondiale, disponible sur : <http://data.worldbank.org/country/gabon>.
 4. *Plan Stratégique Gabon Emergent*, juillet 2012.
 5. Chiffres provenant de la Banque africaine de développement (BAD).
 6. Chiffres provenant de la Direction Générale de la Statistique et des Études Économiques.
 7. BP, *Statistical Review of World Energy*, 2015.
 8. Selon des sources syndicales recoupées avec les services de l'inspection du travail.
 9. Selon les fonctionnaires de la mairie de Port Gentil.
 10. S. Loum « Gabon : Shell veut céder 700 millions de dollars d'actifs pétroliers », *africanmanager.com*, 23 avril 2016, disponible sur : africanmanager.com.
 11. « Total se désengage discrètement », *africaintelligence.fr*, 10 mai 2016, disponible sur : africaintelligence.fr.
 12. Le pétrole de schiste a bouleversé le marché pétrolier faisant passer la production américaine de 6,7 millions de barils par jour en 2008 à 11,6 millions en 2014, réduisant considérablement la demande des États-Unis au marché international.
 13. *Plan Stratégique Gabon Émergent*, juillet 2012.
 14. « Code pétrolier : dans les coulisses de la préparation des textes d'application », *africaintelligence.fr*, 10 mai 2016, disponible sur : africaintelligence.fr.
 15. « A. Enandji prend ses aises chez Gabon Oil Company », *africaintelligence.fr*, 19 avril 2016, disponible sur : africaintelligence.fr.
 16. J. Té-Lessia, « Comment le Gabon compte devenir un pays émergent ? », *terangaweb.com*, disponible sur : www.terangaweb.com.
 17. Selon des chiffres du projet de loi déterminant les ressources et charges de l'État pour l'année 2016.
 18. J. Té-Lessia, « Comment le Gabon compte devenir un pays émergent ? », *terangaweb.com*, disponible sur : terangaweb.com.